JUGEMENT
N°023/2024/CJ2/PC/TCC
du 12 février 2024

ROLE GENERAL

BJ/e-TCC/2023/0875

FIOGBE Prudencio

C/

BOGNON A. Auguste

AKODEGNON A. Arnaud

OBJET : **Paiement**

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

DEUXIÈME CHAMBRE DE JUGEMENT DES
PETITES CRÉANCES

Présidente : **Edith K. OROUNLA BIAOU**

Juges consulaires : **Francine AISSI HOUANGNI** et
Arnold BALOGOUN

Ministère public : **Jules AHOGA**

Greffier : **Gustave S. BADE**

DEBATS : 05 février 2024

Jugement contradictoire prononcé publiquement à
l'audience du 12 février 2024

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

Monsieur Prudencio FIOGBE, commerçant de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Zopah, arrondissement de Akassato, commune d'Abomey-Calavi, Tél. : 97 74 25 75 ;

D'UNE PART

DEFENDEURS

1-**Monsieur Auguste A. BOGNON**, revendeur, de nationalité, demeurant et domicilié à Akpakpa, Cotonou, Tél. : 96 72 63 02 ;

2- **Monsieur Arnaud A. AKODEGNON**, revendeur de nationalité, demeurant et domicilié à Akpakpa dans la commune de Cotonou, Tél. : 96 59 88 57 ;

D'AUTRE PART ;

LE TRIBUNAL,

Suivant assignation en paiement et en dommages-intérêts avec signification de pièces en date du 04 août 2023, Prudencio FIOGBE a attiré Auguste A. BOGNON et Arnaud A. AKODEGNON devant le tribunal de commerce

de Cotonou à l'effet d'obtenir leur condamnation au paiement de la somme de deux millions six cent huit mille neuf cent trente-six (2 608 936) francs CFA ainsi qu'à celle de deux millions (2 000 000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Il sollicite, en outre, que la présente décision soit assortie de l'exécution provisoire sur minute nonobstant toute voies de recours ;

Au soutien de ses demandes, il expose :

Qu'il est commerçant de produits tropicaux livrant ses produits au comptant ou à des clients très solvables aux fins de pouvoir renouveler son commerce ;

Qu'informés de la disponibilité de soja entre ses mains, les défendeurs, tous revendeurs de produits tropicaux, l'ont approché et convaincu de ce qu'ils disposent d'un client potentiel du nom de MAHESH, partenaire de la société SIPI qui paie au comptant quel que soit la quantité du produit disponible ;

Qu'ils ont sollicité et obtenu de lui une réduction à deux cent cinquante-trois (253) francs CFA du prix du kg qui était normalement à deux cent soixante-dix (270) francs CFA, qu'ils iront à leur tour revendre à la société SIPI ;

Que pour les trois premières opérations, il a été payé à 80% du montant total de la vente, dès réception du produit par les défendeurs et les 20% ont été soldés par ceux-ci quelques jours plus tôt après livraison de la marchandise à leur société partenaire ;

Que lors du règlement de la dernière opération de cinquante et un mille cinq cent soixante (51.560) tonnes de soja, d'un montant de treize millions quarante-quatre mille six cent quatre-vingt (13.044.680) francs CFA, il a reçu des mains des défendeurs, la somme de dix millions quatre cent trente-cinq mille sept cent quarante-quatre (10.435.744) francs CFA, représentant les 80% du prix total de la vente ;

Qu'ils restent lui devoir la somme de deux millions six cent huit mille neuf cent trente-six (2.608.936) francs CFA qu'ils s'obstinent à ne pas payer ;

Qu'interpellés, les défendeurs ont déclaré dans des conditions douteuses que leur associé MAHESH a livré la marchandise en dessous du prix convenu avec lui ;

Que de source digne de foi, il a appris que MAHESH a livré la marchandise à la société SIPI à deux cent soixante-dix (270) francs CFA, contrairement aux déclarations des défendeurs ;

Que les défendeurs ont déclaré à l'huissier de justice commis aux fins de sommation interpellative le 22 juin 2023, qu'ils ne reconnaissent pas devoir le montant réclamé ;

A l'audience du 05 février 2024, Prudencio FIOGBE déclare avoir reçu, un paiement de la somme de trente mille (30 000) francs CFA, des défendeurs qui restent désormais lui devoir après déduction, la somme de deux millions cinq cent soixante-dix-huit mille neuf cent-trente (2 578 936) francs CFA ;

En réplique, Auguste A. BOGNON et Arnaud A. AKODEGNON ont déclaré, respectivement aux audiences des 11 décembre 2023 et 05 février 2023, ne rien devoir au demandeur ;

Arnaud A. AKODEGNON déclare qu'ils sont en relation contractuelles avec la société SIPI et que le deuxième et troisième chargement ont fait l'objet de déduction en raison des avaries par la SIPI ;

Auguste A. BOGNON ajoute que le camion du demandeur été vendu à 255 francs CFA à leur partenaire en raison des avaries, contrairement au demandeur qui déclare que la marchandise a été vendue à 270 francs CFA ;

Mais à l'audience du 05 février 2024, Auguste A. BOGNON et Arnaud A. AKODEGNON ont déclaré accepter de payer la moitié du montant réclamé par le demandeur soit la somme d'un million deux cent quatre-

vingt-neuf mille quatre cent quatre-vingt-deux mille (1 289 482) francs CFA ;

Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 536 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et comptes : « *le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire, selon les modalités propres à la juridiction devant laquelle la demande est portée.* » ;

Attendu que dans le cas d'espèce, le demandeur et les défendeurs ont comparu en personne et ont fait valoir leurs prétentions et moyens respectifs ;

Qu'il y a lieu de dire que la présente décision est contradictoire ;

1-SUR LE PAIEMENT

Attendu que Prudencio FIOGBE sollicite la condamnation des défendeurs au paiement de la somme de deux millions cinq cent soixante-dix-huit mille neuf cent-trente (2 578 936) CFA ;

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'engage, par un contrat, a l'obligation légale d'en respecter les termes, sous peine de contrainte à l'exécution ;

Attendu que dans le cas d'espèce, le demandeur a versé au dossier une sommation interpellative avec sommation de payer en date du 22 juin 2023 ;

Que les défendeurs, dans l'exploit, reconnaissent avoir reçu du requérant, 51.560 kilogrammes de soja s'élevant à la somme de treize millions quarante-quatre mille six cent quatre-vingt (13.044.680) francs CFA dans laquelle celle de dix millions quatre cent trente-cinq mille sept cent quarante-quatre (10.435.744) francs CFA a été versée en acompte ;

Qu'ils ne reconnaissent pas devoir le solde de deux millions six cent huit mille neuf cent trente-six (2.608.936) francs CFA ;

Que cette somme représente les déductions opérées par la société SIPI, leur partenaire pour cause d'avaries ;

Que le paiement de ladite somme ne leur incombe pas mais est plutôt à la charge du demandeur ;

Attendu qu'il ressort de la pièce versée au dossier et des débats que le demandeur et les défendeurs sont en relation contractuelle ;

Que Prudencio FIOGBE n'est pas en relation avec MAHESH ni avec la société SIPI mais plutôt avec Arnaud A. AKODEGNON et Auguste A. BOGNON ;

Que les défendeurs ont acheté la marchandise auprès du demandeur aux fins de revente à leurs partenaires ;

Attendu que l'acquéreur qui a accepté sans réserve la chose qui lui est remise est tenu pour l'avoir considérée conforme à sa commande quant aux défauts apparents ;

Que la preuve du défaut de conformité incombe à l'acquéreur ;

Qu'au demeurant, les défendeurs ne rapportent pas la preuve de la quantité de soja avariée, objet de la déduction opérée ;

Que par ailleurs, les avaries objet de déduction faite unilatéralement, n'ont pas été constatées par le demandeur ;

Qu'il y a lieu, au regard des éléments du dossier, de les condamner au paiement de la somme de deux millions cinq cent soixante-dix-huit mille neuf cent-trente (2 578 936) francs CFA au profit du demandeur ;

2-SUR LES DOMMAGES-INTERETS

Attendu que le demandeur sollicite la condamnation des défendeurs au paiement de la somme de deux millions (2 000 000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que dans les obligations qui se bornent au paiement d'une somme d'argent, les dommages-intérêts résultant du seul retard dans l'exécution ne peuvent consister qu'en l'allocation d'intérêts moratoires au taux légal ;

Qu'il appartient au créancier qui prétend avoir subi un préjudice distinct du retard dans le paiement, d'en rapporter la preuve pour pouvoir obtenir réparation ;

Attendu qu'en l'espèce, aucun élément produit aux débats ne permet de rapporter la preuve de l'existence d'un tel préjudice distinct, imputable aux défendeurs ;

Qu'il y a lieu en conséquence de rejeter cette demande ;

3-SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que le demandeur sollicite que la présente décision soit assortie de l'exécution provisoire sur minute sans caution et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours ;

Attendu que l'article 768.8 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dans sa rédaction modifiée et complétée par la loi portant modernisation de la justice, prévoit que les jugements rendus en matière de petites créances, le sont en premier et dernier ressort et sont dispensés du timbre et des formalités d'enregistrement ;

Qu'il convient, en conséquence, de dire que la présente décision est, de droit, exécutoire par provision sur la minute ;

Que cette demande est superfétatoire ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale de petites créances, en premier et dernier ressort ;

-Condamne Arnaud A. AKODEGNON et Auguste A. BOGNON à payer à Prudencio FIOGBE, la somme de

deux millions cinq cent soixante-dix-huit mille neuf cent-trente (2 578 936) francs CFA ;

- Déboute Prudencio FIOGBE de sa demande de dommages-intérêts ;

-Dit que la présente décision est, de droit, exécutoire par provision sur la minute ;

-Condamne Arnaud A. AKODEGNON et Auguste A. BOGNON aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LA PRESIDENTE